

« C'est une honte pour le pays africain de participer aux conseils de l'ONU » :vives réactions à l'Assemblée générale des Nations unies au Mali, au Niger et au Burkina Faso

Suivi des récits d'aide sur les réseaux sociaux : nouvelles tendances au Sahel

01 octobre 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 15-28 septembre 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



RÉSUMÉ : Entre le 15 et le 21 septembre 2025, seulement 70 publications publiques sur le secteur de l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont généré 190 commentaires. Parmi ceux-ci, seuls cinq étaient négatifs et aucun discours ou allégation préjudiciable n'a été relevé. En revanche, la semaine suivante (du **22 au 28 septembre**) a enregistré une forte hausse de l'activité avec **450 publications**, soit une augmentation de 77 % par rapport aux 254 publications de la semaine du 8 au 14 septembre et de 543 % par rapport aux 70 publications du 15 au 21 septembre. Ces publications ont suscité **1 610 commentaires**, dont 1 146 portaient sur l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), tandis **que seulement quatre pourcent formulent** des critiques directes à son égard. La semaine du 22 au 28 septembre a également été marquée par des discours préjudiciables visant le PAM, HRW et une ONG saoudienne.

ÉDITIONS PRÉCÉDENTES : [Gardez un œil sur Agadez](#) (01-14 sept) | [Le Burkina Faso doit rompre tous ses liens avec TOUTES les organisations internationales](#) (18-31 aout) | [Avis Partagés](#) (11-17 aout) | [Nous les Dénoncerons](#) (04-10 août) | [Attaque. Suspension etc.](#) (21 juillet-03 août) | [Félicitation](#) (14-20 juillet) | [Bon Debarras](#) (07-13 juillet) | [Tout](#)

Récits principaux

Burkina Faso : réactions mitigées à l'aide alimentaire saoudienne

Entre le 21 et le 22 septembre 2025, quatre publications (deux sur X, deux sur Facebook) ont rendu compte de la distribution de plus de 38 000 kits alimentaires par le Centre d'aide humanitaire et de secours du roi Salman et l'Association pour la bienveillance humanitaire (ABH) à Ouagadougou. Les médias ont relayé ce don dans un langage neutre et factuel sur Facebook, atteignant 300 000 utilisateurs des réseaux sociaux. Ces publications ont généré 86 commentaires publics, marqués par un haut degré de polarisation.

Parmi ces 86 commentaires, **23 % étaient positifs**, exprimant de la gratitude et des bénédictions religieuses pour le donateur. Beaucoup ont vu dans ce geste un soutien opportun aux communautés vulnérables, le décrivant comme un « partenariat gagnant-gagnant » et une expression de solidarité islamique. À l'inverse, **61 % manifestaient du scepticisme ou un rejet catégorique de l'aide**, articulés autour de plusieurs discours négatifs interdépendants :

- **Préoccupations liées à la dépendance** : de nombreux utilisateurs estiment que les distributions alimentaires répétées « ridiculisent » la souveraineté burkinabè et entretiennent un état de dépendance.
 - “Nous voulons de l'aide qui nous aide a se dépasser de l'aide 🙏🙏”

- **Appels à des solutions structurelles** : beaucoup ont plaidé pour des investissements dans l'agriculture, les infrastructures et l'industrie, plutôt que pour des kits alimentaires.
 - “Notre révolution ne doit plus accepter ça. Ils veulent nous aider ?? Qu'ils nous envoient des machines agricoles et nos les aliments des pèlerins à la Mecque”
 - “Ce genre d'aide là, on n'en veut plus Qu'ils créent des usines au pays qui vont les embaucher. Nous traiter comme des mendiants là, on n'est plus dedans. Que leurs milliardaires viennent investir, c'est ce que l'on veut”
- **Méfiance envers les motivations des donateurs** : certains ont suspecté une stratégie d'influence idéologique (« islamisation »). Quelques-uns ont également associé ce don à des accusations de financement du terrorisme par l'Arabie saoudite.
 - « Après ils vont revenir vous proposer des dogmes hégémoniques arabe, un autre colonialisme. C'est exactement ce que Thomas SANKARA combattait en disant que : " Toute aide qui ne nous aide pas à nous passer des aides est à proscrire »)
 - « Ils n'ont qu'à Arrêté de soutenir le TERRORISME dans le monde entier. »

Ce que cela nous apprend

- Les réactions à ce don sont mitigées, entre gratitude et scepticisme profond. Beaucoup considèrent l'aide comme une question de dignité, de souveraineté et d'autodétermination plutôt que comme une simple œuvre caritative.
- L'aide alimentaire directe continue de susciter un certain soutien, mais elle est de plus en plus perçue comme renforçant la dépendance. Pour les donateurs externes, cela souligne l'importance de trouver un équilibre entre l'assistance d'urgence et des investissements visibles à long terme, alignés sur les priorités nationales et respectueux de celles-ci.
- Une minorité de commentaires contenait des propos ouvertement racistes ou xénophobes, révélant la forte polarisation et la dimension émotionnelle du débat.
- L'hostilité en ligne envers l'aide étrangère ne vise pas seulement l'aide européenne ou américaine, mais aussi celle en provenance de pays islamiques. Ces critiques partagent une même opposition à l'« influence étrangère », mais diffèrent par leurs arguments : l'aide européenne est associée au colonialisme historique et à une remise en cause des valeurs culturelles, tandis que l'aide saoudienne est présentée comme une « colonisation islamique ». Les deux formes d'aide sont également accusées de « soutenir le terrorisme ».

Burkina Faso : réactions en ligne aux allégations de corruption du PAM

Le 26 septembre 2025, trois publications Facebook ont relayé le communiqué de presse du KORAG (l'organisme de surveillance anti-corruption du gouvernement de transition) alléguant le détournement de denrées alimentaires initialement destinées aux personnes déplacées à Dori. Selon ce communiqué, les stocks auraient été redirigés vers le service de restauration du Centre hospitalier régional (CHR) de Dori, impliquant le personnel du CHR, un fournisseur privé et des agents du Programme alimentaire mondial (PAM). Ces publications ont généré 78 commentaires publics, dont **40 % étaient négatifs**.

La plupart des réactions ont condamné le détournement présumé comme une trahison des populations vulnérables et un crime méritant une sanction sévère. Beaucoup ont exigé des mesures exemplaires, procès publics, peines de prison à perpétuité, licenciements, tandis que d'autres ont dénoncé la corruption profondément enracinée dans les institutions burkinabè. Un groupe plus restreint de commentateurs a interprété ces révélations sous un angle politique, en les reliant au soutien au gouvernement de transition et au capitaine Ibrahim Traoré. Aucun commentaire n'a directement évoqué la réputation du PAM. Pour ces utilisateurs, l'affaire illustre avant tout la détermination du régime à défendre la souveraineté et à rétablir la responsabilité.

- “Ils vont donc devoir le payer, une vraie nation se construit dans la vérité et la justice”

- “Han!!ils ont osé faire ça à la population”

Bien que limitées à trois publications, l'ampleur et le ton des réactions soulignent la sensibilité des allégations de détournement d'aide. Les références au PAM risquent de nuire à la confiance dans les acteurs humanitaires et d'alimenter le ressentiment dans des contextes fragiles. Si le discours a renforcé la perception de la légitimité du gouvernement dans sa lutte contre la corruption, il accroît en parallèle les risques opérationnels et réputationnels pour les agences d'aide. Deux des publications ont aussi associé l'affaire de Dori à plusieurs scandales de corruption sans lien avec le secteur humanitaire, ce qui a pu détourner l'attention spécifique portée au PAM. Enfin, si les 78 commentaires représentent un volume élevé au regard du faible engagement habituel autour des contenus liés aux Nations unies (par ex. mises à jour de projets), ils ne traduisent pas un moment “viral” - l'attention du public étant probablement fragmentée par d'autres événements majeurs, tels que l'Assemblée générale des Nations unies.

Ce que cela nous apprend

- Les allégations de détournement d'aide déclenchent des réactions émotionnelles fortes, centrées sur la justice et la responsabilité, mais l'attention peut être diluée lorsqu'elles coïncident avec d'autres scandales de corruption.
- Le gouvernement de transition est perçu comme tirant un avantage politique de ces affaires, tandis que les acteurs de l'aide risquent de voir leur réputation fragilisée et leur acceptation réduite. La transparence et la surveillance apparaissent donc cruciales pour maintenir la confiance.

SPOTLIGHT : Burkina Faso, Mali et Niger – réactions à l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU)

Entre le 22 et le 28 septembre 2025, 165 publications (85 sur Facebook et 80 sur X) ont été consacrées à l'AGNU et à la participation des dirigeants du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ces publications ont généré **1 146 commentaires**, dont 1 098 ont été classés comme neutres et seulement 48 comme directement négatifs à l'égard des Nations unies.

- **Mali** : 111 publications (53 sur Facebook, 58 sur X) provenant d'adresses IP maliennes ont généré 759 commentaires.
- **Burkina Faso** : 21 publications (19 sur Facebook, 2 sur X) provenant d'adresses IP burkinabè ont généré 338 commentaires.

- **Niger** : 33 publications (13 sur Facebook, 20 sur X) provenant d'adresses IP nigériennes ont généré 49 commentaires.

Parmi les 1 098 commentaires neutres (c'est-à-dire ne ciblant pas directement l'ONU ou le secteur de l'aide, bien que souvent très politiques et polarisés autour d'autres enjeux tels que l'Algérie, Gaza ou la géopolitique régionale), plusieurs récits dominants se sont dégagés :

1. **La souveraineté comme performance** : en réponse aux discours de leurs dirigeants, l'AGNU a été perçue comme une scène où les chefs d'État de l'AES « disent la vérité », renforçant ainsi la fierté et l'identité collective. L'AES était présentée comme une réponse plus authentique et efficace aux défis du Sahel que le recours à l'ONU. Des commentaires tels que **“Vive l'AES”, “Nous sommes très heureux très fiers de vous les ministres de l'AES”** et **“Vive la révolution Vive l'aes Vive l'Afrique”**.
2. **Des discours aux résultats concrets** : beaucoup d'utilisateurs dénonçaient le décalage entre rhétorique et solutions tangibles. Les difficultés quotidiennes (prix du carburant, insécurité, pauvreté) revenaient régulièrement dans les commentaires **“Tchiew on veut l'électricité le carburant la sécurité”** Certains exigeaient des mesures pragmatiques, questionnant l'utilité des sommets : **“Nous gagnons quoi lors de ces sommets de l'ONU !”**.
3. **Débats géopolitiques** : plusieurs commentaires critiquaient l'Algérie ou la France, accusées de soutenir le terrorisme au Sahel, ou dénonçaient l'ONU comme instrument de l'impérialisme occidental. Ce commentaire **“Ayant eu l'opportunité de connaître l'Algérie, je peux affirmer que ce pays (ses autorités) manque trop souvent de considération envers les nations africaines noires.”** reflète la conviction que les autorités algériennes manquent souvent de respect et de considération envers les nations africaines noires, quelles que soient leurs frontières communes. Parallèlement, l'opposition à la France s'est manifestée dans des commentaires tels que **“C'est la vérité absolue, c'est sur que certains chefs d'état africains sont au courant des manœuvres de déstabilisation de la france au sahel.”**

Les 48 commentaires négatifs à l'égard de l'ONU

1. **Scepticisme sur l'impact de l'ONU** : plusieurs utilisateurs remettent en cause la pertinence même de l'organisation :

“l'ONU est une hypocrisie internationale”

“l'ONU même a perdu sa crédibilité”

2. **Frustration face aux priorités de l'ONU** : Plusieurs commentaires ont exprimé la frustration des utilisateurs face à ce qu'ils considéraient comme un parti pris et une action sélective de la part de l'ONU. **“Pour l'Afrique ne le regarde pas, c'est une honte pour le pays africain de participer aux conseils de l'ONU”** et **“trop de chaises vides. C'est bien dommage !”** plaintes concernant les sièges vides visibles sur les photos partagées par les médias sur Facebook lors de l'AGNU, qui ont été interprétées comme un symbole de l'indifférence de l'ONU envers les problèmes du Sahel. Certains considéraient l'ONU comme un outil de l'impérialisme, ignorant souvent les luttes de l'Afrique tout en donnant la priorité aux intérêts des puissances mondiales telles que les États-Unis, Israël et les pays européens : **“toutes ces puissances se montrent impuissantes devant Israël”**



Une poignée de comptes sur les réseaux sociaux ont critiqué l'AGNU dans plusieurs publications. Parmi eux se distingue un compte très suivi, de plus de 30 000 abonnés, déjà signalé par Insecurity Insight pour ses publications anti-aide et ses tendances pro-russes. Très actif, il publie plusieurs fois par jour. Dans l'une de ses publications, il accuse vivement l'ONU d'hypocrisie, ciblant spécifiquement l'actuel président syrien, qu'il qualifie de « terroriste ». Selon lui, l'ONU aurait contribué à

redorer l'image de ce dirigeant malgré son passé "criminel". L'influenceur utilise cet exemple pour dénoncer ce qu'il considère comme un « deux poids, deux mesures » et pour remettre en question la crédibilité de l'ONU dans le traitement des affaires mondiales.

Un autre exemple est celui d'un compte, suivi par moins de 5 000 utilisateurs, qui partage régulièrement ses opinions sur l'ONU et sur des questions liées à l'aide humanitaire. L'une de ses publications remarquées, exprimant une critique de l'AGNU, insistait sur l'idée que les populations du Sahel doivent compter sur leurs propres forces pour assurer leur stabilité, plutôt que d'attendre un soutien d'organismes internationaux tels que l'ONU.

Ce que cela nous apprend :

- Les tendances d'engagement autour de l'ONU mettent en évidence une frustration persistante face à l'inefficacité perçue des organismes internationaux dans le traitement des problèmes urgents du Sahel. Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, nous continuons d'observer une désillusion généralisée vis-à-vis du secteur de l'aide, une tendance qui ressort de façon constante dans notre suivi au cours des 14 derniers mois.
- Ce qui ressort toutefois de cet ensemble de données, c'est que seuls 48 des 1 146 commentaires (environ 4 %) critiquaient directement l'ONU. Le reste de la discussion était dominé par des débats sur d'autres questions politiques et géopolitiques soulevées dans le contexte de l'AGNU, comme les tensions avec l'Algérie ou la situation à Gaza, ou encore par des messages félicitant les dirigeants de l'AES pour leurs discours.
- Les dynamiques géopolitiques influencent fortement la perception de l'aide, comme le montrent les commentaires en réaction à l'AGNU. De nombreux utilisateurs des réseaux sociaux ont exprimé leur scepticisme à l'égard des organisations internationales d'aide, en particulier de l'ONU à cause de leur alignement supposé envers les pays occidentaux et, selon eux, sur l'Algérie en tant que puissance régionale.
 - **“Ah! Comme vs etes pathétiques! Cbm de pays arabes ont dénoncé la situation de guerre au sahel? Savez-vs q l'algerie et ls pays du golfe font partie des sponsors des rebelles et terroristes au sahel?”**. Ces points de vue renforcent l'idée que l'ONU se soucie davantage des intérêts géopolitiques que des besoins réels du Sahel.
- Il reste toutefois important de noter que l'authenticité de ces comptes et publications est incertaine. Le volume de commentaires et de publications critiquant systématiquement l'ONU et d'autres acteurs humanitaires est ambigu. Nous ne pouvons déterminer s'il s'agit de préoccupations légitimes issues d'expériences vécues ou de discours amplifiés par des influences géopolitiques externes.

Burkina Faso : réaction négative en ligne contre Human Rights Watch suite au retrait de la CPI

Le 25 septembre 2025, une plateforme médiatique a relayé sur Facebook une déclaration de Human Rights Watch (HRW) exhortant l'Union africaine (UA) à empêcher les États de l'AES de quitter la Cour pénale internationale (CPI). La publication a généré environ 380 commentaires publics, mais en raison des restrictions de confidentialité, seuls 99 ont pu être analysés. Parmi ceux-ci, **77 (78 %) étaient négatifs à l'égard de HRW et de la CPI.**

La plupart des réactions ont accusé une justice sélective et politisée, accusant HRW et la CPI de cibler de manière disproportionnée les Africains tout en ignorant l'impunité des puissances occidentales. Les exemples les plus souvent cités concernaient la Libye, la Palestine/Gaza et l'Irak. Certains commentateurs se moquaient de HRW, d'autres lui reprochaient de ne pas dénoncer d'abord les actions des pays occidentaux ou d'Israël avant de critiquer l'AES. Une minorité appelait à la fermeture des bureaux de HRW ou à sanctionner l'organisation au Sahel.

Une large partie des commentaires exprimait son soutien au retrait des gouvernements de l'AES, décrit comme un acte souverain et irréversible. Plusieurs avertissaient que la pression de HRW ou de l'UA risquait de provoquer un rejet accru, voire une « expulsion ». D'autres mettaient en avant l'idée de créer des mécanismes de justice régionaux indépendants des institutions occidentales.

- “On veut la tête du l'ONG. Leur communiqué est nul 😂😂”
- “Cet ONG nous fait rire quoi? Votre structure ne respecte même pas les droits de l'homme. AES en avant .votre tour même arrivera si sa continue comme ça”
- “Il faut d'abord arrêter Benjamin Netanyahu après nous allons réfléchir pour notre retour à cpi”
- “Qui est HRW ? Un groupe d'agents au service des impérialistes. Ils n'atteignent même pas la plante des pieds de nos trois leaders de l'AES en terme d'intelligence ,de patriotisme,de combativité d'amour pour sa patrie. Leurs aboiements sont inaudibles pour nous.”

Ce que cela nous apprend

- L'appel de HRW a été massivement rejeté en ligne, avec 78 % des commentaires analysés critiquant HRW et la CPI comme étant biaisés et sélectifs.
- Cette réaction négative renforce les récits pro-AES en faveur de la souveraineté et de l'autodétermination, tout en créant des défis réputationnels et opérationnels pour les organisations internationales de défense des droits humains.
- Le discours n'a toutefois pas pris une ampleur virale, probablement éclipsé par d'autres événements majeurs de la semaine, tels que l'Assemblée générale des Nations unies, qui ont détourné l'attention dans les espaces en ligne régionaux. Il est également plausible que les voix dissidentes hésitent à s'exprimer publiquement, ce qui souligne à quel point le rétrécissement de l'espace en ligne consolide les récits dominants.

Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Les données disponibles pour la période du 15 au 28 septembre montrent une forte augmentation de l'activité en ligne par rapport aux semaines précédentes. En deux semaines, 1 800 commentaires ont été recensés, avec une progression marquée entre les deux périodes : de 190 commentaires (70 publications) du 15 au 21 septembre à 1 610 commentaires (450 publications) du 22 au 28 septembre.

Cela représente une hausse de 543 % du nombre de publications par rapport à la semaine du 15 au 21 septembre, principalement portée par les réactions à l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU).

Les sentiments négatifs ont également évolué. Entre le 15 et le 21 septembre, seuls cinq commentaires (3 %) étaient négatifs, tous dirigés contre des acteurs de l'ONU ou des ONG internationales. En revanche, entre le 22 et le 28 septembre, les discours préjudiciables ont gagné en visibilité : 38 % ciblaient l'ONU, 60 % les ONG internationales et une organisation de défense des droits humains, et 2 % des ONG locales. La majorité des interactions sont toutefois restées centrées sur l'ONU, qui a représenté 80 % du total des commentaires, contre 14 % pour les ONG internationales et 3 % pour les ONG nationales.

Ces données illustrent à quel point les contenus liés à l'AGNU ont dominé l'espace en ligne, inscrivant les controverses sur l'aide humanitaire dans un débat politique plus large. Si le volume de commentaires négatifs a nettement augmenté lors de la deuxième semaine, les critiques directes contre l'ONU sont restées relativement limitées, avec seulement 48 commentaires (≈ 4 % des discussions sur l'AGNU). La plupart des échanges portaient plutôt sur des débats géopolitiques plus larges ou sur des messages de soutien aux dirigeants de l'AES.

D'autres controverses humanitaires survenues au cours de cette période - notamment les allégations visant le PAM, les critiques contre HRW et les réactions négatives à l'égard d'une ONG saoudienne - ont également suscité des commentaires négatifs, mais sans atteindre un "niveau viral".

Comme pour les périodes précédentes, ces conclusions doivent être interprétées avec prudence. Des problèmes techniques liés à la géolocalisation peuvent encore entraîner une sous-détection des publications provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Ces conclusions sont basées uniquement sur des contenus accessibles au public et peuvent ne pas refléter les discussions sur des plateformes privées ou cryptées.

Correction : un problème de géolocalisation a affecté les données du 14 juillet au 28 septembre

Dans nos rapports couvrant les périodes du **14 au 20 juillet**, du **21 juillet au 3 août**, du **4 au 10 août**, et du **11 au 17 août**, nous avons constaté une forte baisse de l'engagement autour des acteurs de l'aide humanitaire. Un problème de géolocalisation affectant l'IA de surveillance des réseaux sociaux utilisée pour notre analyse a été identifié. Ce dysfonctionnement, lié à une erreur technique dans le marquage de localisation basé sur l'adresse IP fourni par un prestataire externe, a entraîné une sous-détection des publications provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger. En conséquence, le faible volume signalé pour cette semaine ne reflète probablement pas un ralentissement réel de l'activité. Le problème technique n'a pas encore été entièrement résolu, et nous ne pouvons pas confirmer que les chiffres présentés dans ce rapport et dans le rapport précédent (**4-10 août**) soient complets. Il est donc possible que ce rapport sous-estime également le nombre de publications issues d'adresses IP situées dans les trois pays du Sahel. L'analyse ci-dessous est basée sur les données disponibles au 17 août 2025. Une évaluation actualisée sera fournie dès que le problème technique aura été corrigé et que les données rétroactives auront pu être retraitées.

Autres ressources

Améliorer les orientations pour atténuer les risques et les conséquences de la violence contre les soins de santé

À la suite de la publication du manuel Gestion des risques de sécurité pour les soins de santé (disponible en [arabe](#), [anglais](#), [français](#) et [espagnol](#)), Insecurity Insight souhaite recueillir les avis des prestataires de soins de santé francophones. Nous aimerions également savoir quels types de supports supplémentaires ou de formations pourraient vous être utiles dans votre travail. Nous vous invitons à partager votre avis en remplissant le questionnaire suivant. Il est disponible en français et s'adresse aux professionnel-le-s de santé des pays francophones.

Merci de prendre le temps de nous faire part de vos retours — et n'hésitez pas à le transmettre à vos collègues francophones.

👉 [enquête](#)



Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org

Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/15-28Sept2025SMMBriefFR>

Citation suggérée : Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 15-28 Septembre 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/15-28Sept2025SMMBriefFR>

